

Gouvernement Lecornu II : l'instabilité politique ne peut se payer au prix des plus vulnérables.

Face à la succession rapide des gouvernements, le GEPSO alerte sur les conséquences directes de l'instabilité politique pour les populations les plus vulnérables et appelle à un renforcement immédiat et durable du secteur social et médico-social. La protection de l'enfance, l'accompagnement des personnes en situation de handicap, des personnes âgées dépendantes, des personnes en grande précarité et des demandeurs d'asile doivent redevenir des priorités nationales, avec des moyens à la hauteur des enjeux.

Une instabilité politique devenue un frein aux transformations nécessaires

Alors que le Premier ministre a récemment annoncé la composition de son gouvernement, la séquence politique de ces dernières semaines marque un nouvel épisode de l'instabilité institutionnelle que connaît notre pays. En l'espace de deux ans, pas moins de six gouvernements se sont ainsi succédé, traduisant une instabilité structurelle qui nourrit un sentiment d'absence de projet politique pour la majorité de la population. Dans ce contexte, la machine administrative prenant le relais du politique, bien qu'opérationnelle, peut apparaître déconnectée des réalités du terrain, alors même que des mutations profondes et ambitieuses sont nécessaires. Or les transformations attendues dans le champ social et médico-social — en particulier pour la protection de l'enfance et le grand-âge — requièrent du temps, de la stabilité et des interlocuteurs durables capables de porter ces dossiers sur le long terme. Sans continuité et suivi effectif, les réformes restent inachevées, les concertations se relancent sans cesse et les personnes accompagnées se retrouvent, encore et toujours, laissées pour compte par un système incapable de répondre à leurs attentes et de garantir un accompagnement adapté à leurs aspirations.

Les plus fragiles paient le prix fort de l'immobilisme

Chaque changement de gouvernement, chaque interruption dans le suivi des dossiers et chaque relance de concertations sans suite génèrent un coût social direct et tangible sur le terrain. En l'absence de réponses collectives, les besoins et demandes des plus vulnérables, loin de se stabiliser, ne cessent de croître, alors même que les constats sont connus et les voies d'action clairement tracées. Le secteur associatif a lui aussi alerté sur ces constats, en se mobilisant partout en France le 11 octobre dernier pour appeler à l'aide face à l'accumulation de crises qui entrave ses missions de solidarité. Les enfants confiés, les personnes en situation de handicap, les personnes âgées dépendantes ou encore les personnes en grande précarité n'ont pas le temps de subir ces interruptions : leurs besoins sont immédiats. Cet immobilisme traduit l'incapacité du système politique à mettre en œuvre des orientations de politique publique durablement, mais aussi un manque de vision à long terme pour un véritable projet de société. Il engendre l'impression, palpable chez les professionnels et les personnes accompagnées, que les chantiers n'avancent jamais et que l'avenir collectif n'est plus pensé, alors même que les leviers pour agir existent. Cela doit cesser : il est temps de redonner à l'ensemble de notre secteur un horizon.

Notre vision pour une société solidaire et protectrice

Face à un régime politique à bout de souffle, nous portons une conviction claire et constante : la société doit se donner les moyens d'assurer à chacun des conditions de vie dignes. Cela implique de défendre l'inconditionnalité et l'universalité de l'accueil des plus vulnérables, de garantir l'excellence et la continuité du service public, de promouvoir la participation effective des personnes accompagnées et de prendre véritablement en compte leurs préoccupations, demandes et attentes. Cela suppose aussi de redonner de l'attractivité aux métiers du lien, qui constituent

l'ossature de la cohésion sociale et dont la crise fragilise profondément notre modèle. Ainsi, nous affirmons que la situation des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESMS) publics, et à travers eux celle des populations relevant des politiques de solidarité, doit désormais être placée au cœur des arbitrages financiers et de l'action publique.

Au-delà des seules logiques budgétaires

Par ailleurs, nous refusons que l'avenir collectif soit réduit à une équation comptable. Une société ne peut avoir pour seule boussole la réduction des dépenses publiques. Limiter le débat à la dette et aux économies revient à ignorer l'essentiel : la nécessité de réfléchir à la vision de société que nous voulons pour demain. Pour le GEPSO, cette vision appelle à une approche budgétaire qui reconnaisse la valeur ajoutée humaine, sociale et économique du travail réalisé dans les ESMS publics. Le budget national doit donner à la solidarité les moyens d'être à la hauteur de son ambition et permettre à l'ensemble des agents publics de proposer un accompagnement de qualité aux personnes les plus vulnérables. Car investir dans le social et le médico-social, ce n'est pas une dépense de plus : c'est un choix collectif qui préserve la cohésion, la justice et l'avenir. Les coûts évités grâce à un accompagnement de qualité sont massifs : prévenir les ruptures de parcours, favoriser l'inclusion, permettre l'accès à l'autonomie et à la citoyenneté génèrent à terme des économies bien supérieures aux dépenses initiales. Refuser d'investir aujourd'hui, c'est condamner notre pays à supporter demain des coûts humains, sociaux et économiques démultipliés.

Appel à une méthode de coopération renouvelée

Au-delà des moyens, c'est également la méthode de travail qui doit évoluer. L'instabilité politique a conduit à un dialogue discontinu et chaotique avec les associations et les professionnels de terrain, qui conduit à des mesures déconnectées du terrain, et donc inefficaces. Nous appelons à un partenariat fondé sur la co-construction, l'écoute et la reconnaissance réelle de l'expertise des acteurs de terrain mais aussi de l'expertise d'usage des personnes concernées. C'est à cette seule condition que les prochaines annonces gouvernementales pourront répondre aux aspirations des personnes vulnérables et des professionnels.

Notre engagement pour l'avenir

Dans ce contexte d'instabilité politique, nous réaffirmons notre engagement et notre disponibilité à travailler avec le nouveau gouvernement. Nous sommes prêts à partager nos propositions, nos mesures et nos convictions pour contribuer à l'élaboration d'une vision politique ambitieuse et durable, qui place la protection des plus vulnérables et la justice sociale au cœur de l'action publique.

L'avenir d'une société se mesure à la façon dont elle prend soin des plus fragiles. Aussi, si nous ne choisissons pas aujourd'hui de les protéger et de soutenir ceux qui les accompagnent, nous renonçons collectivement à construire une société juste, solidaire et durable. Il faut agir maintenant : les plus vulnérables n'ont pas le temps d'attendre.

Contacts presse :

Thomas LARRIEU – thomas.larrieu@gepso.com / 06 99 60 99 97